

AVIS DE SOLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET

0000010 /ASMI/MINEE/SG/DERME/2026 DU 26 JAN 2026

POUR LA PRESELECTION D'UN CONSULTANT EN VUE DE LA
REALISATION DE L'ETAT DES LIEUX ET DE L'ELABORATION D'UNE
STRATEGIE NATIONALE DE CUISSON PROPRE POUR LE CAMEROUN

FINANCEMENT : BIP 2026

Le Ministre de l'Eau et de l'Énergie se propose, par le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt, d'arrêter une liste restreinte de Cabinets nationaux qualifiés pour soumissionner à la réalisation de l'état des lieux et de l'élaboration d'une stratégie nationale de cuisson propre pour le Cameroun, financée par les ressources du Budget d'Investissement Public, pour le compte de l'exercice 2026.

1. CONTEXTE

Au Cameroun, plus de 70 % des ménages dépendent du bois-énergie (bois de feu et charbon de bois) comme combustible principal pour la cuisson, avec une utilisation majoritairement traditionnelle sur des foyers inefficaces. Cette dépendance, aussi prononcée en milieu rural qu'en zone urbaine où le charbon reste accessible, génère des impacts dévastateurs et interconnectés.

La combustion inefficace de ces combustibles dans des foyers traditionnels libère des fumées toxiques, entraînant une exposition chronique aux particules fines, cause majeure de maladies respiratoires et cardiovasculaires qui pèsent lourdement sur les femmes et les enfants. Sur le plan environnemental, la pression insoutenable sur les ressources forestières accélère la déforestation et la dégradation des terres, une menace particulièrement critique dans l'écosystème fragile du Septentrion. Socialement, la collecte du bois accapare un temps précieux, limitant les opportunités éducatives et économiques, tandis que le budget des ménages est gêné par l'achat répété de combustibles, un gaspillage amplifié par la faible performance des équipements.

Face à ce constat, des initiatives comme le projet PUERTEM du MINEE (2020-2022) ont démontré la faisabilité des alternatives (foyers améliorés, biodigesteurs...), touchant plus de 12 000 personnes dans le Nord. Cependant, leur impact reste limité par l'absence d'un cadre stratégique national capable de coordonner les acteurs, d'harmoniser les interventions et de mesurer les résultats à l'échelle requise.

L'élaboration d'une Stratégie Nationale de Cuisson Propre (SNCP) s'impose donc comme une priorité absolue et une réponse intégrée. Elle vise à créer un environnement favorable pour structurer la filière, mobiliser les investissements et impulsiver une transition massive. Ses impacts seront multiples : amélioration radicale de la santé publique, préservation des forêts, allègement de la charge des femmes,

création d'emplois verts et renforcement de la sécurité énergétique par la diversification (GPL, biogaz, briquettes, charbon écologique, pellets...).

Cette stratégie n'est pas isolée. Elle opérationnalise les engagements forts du Cameroun :

- Les Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment l'ODD 3 (santé), l'ODD 7 (énergie propre et abordable) et l'ODD 13 (action climatique) ;
- La Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30) dont l'une des orientations dans le secteur de l'énergie porte sur le développement des énergies alternatives pour la cuisson des aliments ;
- L'agenda d'actions élaboré en 2015 par le Cameroun dans le cadre de l'initiative « Energie durable pour tous-SE4ALL » pour atteindre l'accès universel aux services propres et modernes de cuisson ;
- La Contribution Déterminée au niveau National (CDN) dans le cadre de l'Accord de Paris, qui prévoit une réduction de 35% des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030, et plus particulièrement les émissions liées à l'utilisation des combustibles traditionnels ;
- Le Compact énergétique national dans le cadre de la mission M300 de la Banque Mondiale, dont l'un des objectifs est de porter le taux d'accès à la cuisson propre de 23,4% en 2022 à 40% en 2030, et qui prévoit à cet effet entre autres réformes à mettre en place par le Gouvernement, l'élaboration d'une stratégie nationale de cuisson propre.

C'est dans ce cadre stratégique et pour répondre à cette urgence nationale multidimensionnelle que le Gouvernement du Cameroun lance la présente consultation afin de recruter un cabinet de conseil spécialisé pour l'élaboration de la Stratégie Nationale de Cuisson Propre.

2. OBJET DE L'AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

Le présent Avis de sollicitation à Manifestation d'Intérêt vise la préqualification des bureaux d'études ayant des références avérées en matière d'études dans le cadre des projets de cuisson propre, notamment l'élaboration de politiques, de cadre réglementaire et stratégique dans le secteur de la cuisson propre, afin de participer à l'Appel d'Offres National Restreint y relatif.

3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prestations du présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt consistent à :

- 3.1. Réaliser l'état des lieux du secteur de la cuisson propre au Cameroun et rédiger le rapport y afférent : cette tâche sera réalisée à travers une revue documentaire des politiques, programmes et initiatives existantes, ainsi que la collecte et l'analyse des données quantitatives et qualitatives sur les pratiques de cuisson.

Des enquêtes de terrain seront conduites à cet effet, ainsi que des consultations avec les parties prenantes (ministères, collectivités locales, secteur privé, société civile, partenaires techniques et financiers).

Plus spécifiquement, il sera question de :

- Inventorier et analyser les types d'équipements et différentes technologies de consommations d'énergie de cuisson en particulier les foyers économiques, leur utilisation et leurs bénéfices (y compris la performance);
- Dresser un benchmarking sur la cuisson propre et sur des programmes de cuisson propre réussis dans les pays de la sous-région Afrique centrale ;
- Établir des scénarios de l'évolution de la consommation globale des énergies des différents types d'équipement de cuissous aux horizons 2035 ;
- Documenter les pratiques réelles de cuisson dans les ménages (types de combustibles, équipements utilisés, fréquence, coûts) ;
- Identifier les perceptions et préférences culturelles (goût des aliments, habitudes culinaires, contraintes sociales) et leur acceptation dans les différentes régions du pays;
- Évaluer l'accessibilité économique des solutions de cuisson propre ;
- Recueillir les attentes des populations pour assurer l'acceptabilité et l'adoption de la stratégie.

3.2. Élaborer la stratégie nationale ainsi que le plan d'action opérationnel associé, incluant les indicateurs de performance, les activités détaillées par axe stratégique, le chronogramme de mise en œuvre, le budget prévisionnel, le système de suivi-évaluation, ainsi que les mécanismes d'incitation et de financement du secteur ;

3.3. Proposer et concevoir les textes réglementaires adaptés ;

3.4. Organiser et animer les ateliers de validation des différents livrables.

4. FINANCEMENT

Le financement du projet sera assuré par le Budget d'Investissement Public du MINÉE au titre de l'exercice 2026.

5. DUREE DES PRESTATIONS

La durée des prestations ne devra pas excéder cinq (05) mois à compter de la signature de l'ordre de service de démarrage.

6. PARTICIPATION

La participation à la présente sollicitation à manifestation d'intérêt est ouverte aux bureaux d'études :

- justifiant d'une expérience avérée dans les prestations similaires ;
- disposant du matériel et du personnel appropriés pour les prestations à réaliser ;
- disposant d'une capacité financière supérieure ou égale à Vingt-cinq millions (25 000 000) FCFA.

7. CRITERES DE QUALIFICATION

- Être un consultant ou un cabinet d'études légalement constitué et établi au Cameroun, et justifier de sa conformité aux obligations fiscales et sociales en vigueur.
- Disposer et justifier des équipements, matériels, logiciels et outils de mesure techniques nécessaires à la réalisation d'études précises, en fournissant les références et spécifications techniques des principaux appareils.
- Présenter un dossier administratif complet et entièrement conforme aux exigences du marché.
- Justifier d'une expérience avérée dans le domaine de la cuisson (ou du secteur visé), et plus spécifiquement dans l'élaboration de politiques, de cadres stratégiques et réglementaires dédiés à ce secteur.
- Disposer d'une expérience démontrable dans la facilitation de processus participatifs multi-acteurs et dans la rédaction de documents stratégiques de haut niveau.
- Disposer d'une équipe d'experts qualifiés possédant les compétences requises pour la mission, et justifier des moyens techniques et logistiques nécessaires pour garantir des résultats de qualité.
- N'avoir jamais fait l'objet d'un constat de carence technique, financière ou professionnelle dans le cadre de l'exécution de marchés ou d'études antérieures.

8. COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Les candidats devront fournir un dossier composé de :

8.1. Les références du Cabinet dans les prestations d'études dans le domaine de la cuisson propre, notamment l'élaboration de stratégie et cadre réglementaire.

Le candidat présentera ses références dans le domaine au cours des cinq (05) dernières années. Pour être valides, les références se présenteront sous forme de liste contenant les informations suivantes :

- ✓ Le nom du maître d'ouvrage ;
- ✓ Le lieu d'exécution du projet ;
- ✓ Les dates de début, de fin ou en cours le cas échéant ;
- ✓ Le bénéficiaire ;
- ✓ La consistance des travaux ;

Chaque référence devra être justifiée par les éléments suivants :

- ✓ Les copies des contrats signés (première et dernière page) ;

4

MA

- ✓ La copie du procès-verbal de réception ou le certificat de bonne fin délivrée par le maître d'ouvrage ou ses services ou l'attestation de main levée de la caution de bonne fin.

8.2. La liste et les qualifications du personnel clé

Le Bureau d'Etudes fournira une liste définissant le personnel d'encadrement constitué ainsi qu'il suit :

- a) Un chef de mission :

Education : Ingénieur (Bac+5 au moins) de génie énergétique, énergies renouvelables ou équivalent énergie, environnement, politiques publiques ou développement.

Un diplôme de niveau Master 2 ou supérieur sera considéré comme un atout.

Expérience professionnelle :

- o Minimum 10 ans d'expérience professionnelle générale dans le domaine de l'énergie, du développement durable ou des politiques publiques ;
- o Au moins 7 ans d'expérience en gestion et coordination de projets multisectoriels (énergie, santé, environnement, développement social) ;
- o Minimum 3 références vérifiables en tant que Chef de mission ou Chef de projet dans des études similaires, notamment l'élaboration de stratégies nationales ou sectorielles. Seules sont prises en compte les missions achevées, acceptées par le commanditaire et dont les livrables ont été validés ;
- o Au moins une mission de coordination d'étude nationale ou régionale portant spécifiquement sur l'énergie domestique, la cuisson propre, la transition énergétique des ménages ou la gouvernance environnementale ;
- o Expérience avérée en collecte, analyse et exploitation de données énergétiques pour l'élaboration de politiques publiques ;
- o Au moins une expérience en Afrique subsaharienne, de préférence en Afrique centrale ou au Cameroun ;
- o Expérience démontrée dans l'élaboration de documents stratégiques et de plans d'actions opérationnels pour le secteur public.

Compétences spécifiques :

- o Connaissance approfondie des technologies de cuisson propre (foyers améliorés, biogaz, GPL, électricité, etc.) ;
- o Maîtrise des mécanismes de financement climat et des cadres internationaux (CDN, Objectifs de Développement Durable) ;
- o Capacité démontrée à coordonner des équipes pluridisciplinaires ;
- o Excellentes compétences en rédaction de documents stratégiques et rapports techniques ;
- o La connaissance du paysage institutionnel camerounais (MINEE, MINEPDED, MINADER, etc.) sera un atout majeur.

b) Un socio-environnementaliste

Education: Diplôme universitaire de niveau Master (Bac+3 minimum) en sociologie, anthropologie, sciences environnementales, développement durable, études genre ou discipline équivalente.

Une spécialisation en anthropologie de l'énergie, sociologie du développement ou études comportementales sera considérée comme un atout majeur.

Expérience professionnelle :

- Minimum 05 ans d'expérience professionnelle dans le domaine du développement durable, de l'énergie ou de l'environnement ;
- Au moins 2 projets pertinents et documentés (d'une durée minimale de 6 mois chacun) portant sur l'évaluation des impacts sociaux et environnementaux de technologies énergétiques ou de cuisson ou l'analyse des comportements et pratiques des ménages en matière d'énergie domestique ;
- Expérience démontrée en conception et animation d'enquêtes de terrain auprès des ménages et communautés ;
- Maîtrise des méthodologies participatives et des approches de recherche-action ;
- Au moins une expérience de travail de terrain au Cameroun ou en Afrique centrale ;
- Expérience avérée en réalisation d'états des lieux socio-environnementaux.

c) Un Expert juriste

Education: Diplôme universitaire BACC+ 3 minimum en droit, droit de l'environnement, ou toute autre discipline équivalente,

Expérience professionnelle :

- Minimum 5 ans d'expérience professionnelle en conseil juridique, élaboration ou analyse de cadres réglementaires dans les domaines de l'environnement, de l'énergie ou du développement durable
- Au moins 2 projets pertinents et documentés (d'une durée minimale de 6 mois chacun) portant sur l'élaboration, la révision ou l'analyse de lois, règlements ou politiques publiques en matière d'énergie, d'environnement ou de cuisson domestique ;
- Expérience démontrée en rédaction de projets de textes législatifs, réglementaires et normatifs ;
- Expérience en analyse comparative de cadres juridiques et réglementaires (benchmarking régional ou international) ;
- Connaissance avérée du système juridique camerounais et de son fonctionnement institutionnel.

La liste du personnel ci-dessus contiendra les informations suivantes :

- Le nom de la personne et son poste d'affectation ;
- Son diplôme et son année d'obtention ;

- La définition des tâches liées au poste d'affectations pour chaque personnel.

L'analyse du profil de chaque personnel est tributaire de la fourniture de :

- Une photocopie certifiée de la Carte Nationale d'Identité ;
- Un curriculum vitae, daté et signé ressortant clairement les missions effectuées, les lieux, les noms et adresse des clients, la valeur financière ainsi que les dates de démarrage et de fin desdites missions ;
- Une copie certifiée conforme du diplôme de chaque personnel, assortie d'une attestation de présentation de l'original du diplôme ;
- Une attestation de disponibilité signée par chaque personnel ou une copie du contrat de travail dudit personnel ;
- Une définition des affectations proposées pour chaque personnel.

Il est rappelé que les fonctionnaires en service ne sont pas éligibles, excepté ceux ayant une mise à disposition.

8.3. Les moyens logistiques, techniques et matériels

Le candidat devra justifier des moyens logistiques, techniques et matériels en sa possession, nécessaires à la réalisation des prestations notamment :

- Un pickup 4x4.
- Equipements bureautiques :
 - o 02 ordinateurs ;
 - o 02 imprimantes ;
 - o 01 projecteurs ;
 - o Matériels sonores (micro, baffles...).

Pour cela, il devra fournir une liste précisant l'âge, les photos et la description technique des moyens dont il dispose, avec justification de la propriété (photocopies certifiées des cartes grises et/ou des factures) ou présentation de la convention de location.

NB : Toute fausse déclaration entraînera le rejet automatique de l'offre du soumissionnaire.

9. PRESENTATION GENERALE DES OFFRES

Le consultant préparera deux offres réunies dans un même dossier séparées par les intercalaires de couleurs différents que celles des pages ordinaires. Chaque offre présentera les pièces suivantes :

8.1. L'offre administrative

L'offre administrative sera rassemblée dans la première enveloppe dite « enveloppe A » sera cachetée et portera la mention « pièces administratives ».

L'offre administrative contiendra les documents ci-après :

1. le Registre de Commerce ;
2. la déclaration d'intention de soumissionner faisant connaître les noms, prénoms, qualité du signataire timbrée au tarif en vigueur ;
3. l'accord de groupement le cas échéant ;

4. une attestation de non faillite établie par le Tribunal de Première Instance du lieu de résidence du soumissionnaire, datant de moins de trois (3) mois;

5. une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque de premier ordre agréé par le Ministère des Finances ;

6. une attestation délivrée par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale portant mention de l'objet et références de l'Appel d'Offres et certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations sociales vis-à-vis de ladite caisse datant de moins de trois mois à compter de la date de signature de ladite attestation ;

7. une attestation de non redevance délivrée par l'autorité compétente de l'administration fiscale certifiant que le soumissionnaire a effectué les déclarations réglementaires en matière d'impôts pour l'exercice en cours, datant de moins de trois mois ;

8. une attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'Agence de Régularisation des Marchés Publics (ARMP) ;

9. un plan et une attestation de localisation certifiés et en cours de validité.

En cas de groupement chaque membre du groupement doit présenter un dossier administratif complet, les pièces 2 et 5 étant uniquement présentées par le mandataire du groupement.

NB : Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, datant de moins de trois (03) mois. Elles doivent être valides à la date limite originelle de dépôt des offres.

8.2 L'offre technique

Le dossier technique devra comprendre :

1	Expérience du Cabinet : (copie des contrats signés et copie du procès-verbal de réception) 1.1 Liste des expériences 1.2 Expérience générale 1.3 Expérience spécifique
2	Composition de l'équipe de travail : Qualifications et expérience du personnel clé proposé pour la mission (CV, diplômes certifiés, attestation de présentation de l'original du diplôme) 2.1 Liste du personnel et définitions des tâches 2.2 Profil Chef de mission 2.3 Profil Expert Socio-environnementaliste 2.4 Profil Expert Juriste
3	Méthodologie et calendrier d'exécution de la mission
4	Matériel, moyens logistiques et techniques de mise en œuvre

10. CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

9.1. Critères éliminatoires

- Dossier non-conforme aux prescriptions du présent avis;
- Capacité financière insuffisante ou non présenté ;

- Fausse déclaration ou pièces falsifiées.

9.2. Critères essentiels

N°	Critères d'évaluation	Points
1	Présentation de l'offre	03
2	Organisation, méthodologie et planning d'exécution	07
3	Expérience du Consultant dans les prestations similaires	50
4	Qualifications et expérience du personnel d'encadrement	35
5	Matériel, moyens logistique et techniques de mise en œuvre	05
TOTAL		100

De manière détaillée, l'évaluation des offres sera faite sur 100 points sur la base des critères ci-dessous :

1. Présentation (03 points)
1.1 Lisibilité, 01 point
1.2 Intercalaires, 01 point
1.3 Organisation en respect avec le point 8.2, 01 point
2. Organisation (07 points)
2.1 Liste du personnel et définition des tâches, 01 point
2.2 Compréhension de la mission, 04 points
2.3 Proposition de calendrier d'exécution de la mission, 02 points
3. Expérience du consultant durant les 05 dernières années (50 points)
3.1. Expérience Générale du consultant (EG) durant les 05 dernières années (16 points)
3.1.1 Nombre de projets dans le domaine l'énergie domestique / transition énergétique \geq 2 projets, (08 points soient 4 pts/projets)
3.1.2 Nombre de projets dans le domaine de cuisson propre, socio-environnemental ou développement durable \geq 2 projets, (08 points soient 4 pts/projets)
3.2. Expérience dans les études/stratégies publiques les 05 dernières années (34 points)
3.2.1 Nombre de projets d'efficacité énergétique ou cuisson propre d'une valeur de 50 millions de FCFA \geq 1 projet, (10 points)
3.2.2 Nombre de projets dans la conception/réalisation de programmes ou politiques publiques d'une valeur de 50 millions de FCFA \geq 1 projet, (10 points)
3.2.3 Nombre de projets dans le domaine de l'élaboration des textes ou des documents de stratégie nationale \geq 1 projet, (14 points)
4. Qualifications et expérience du personnel d'encadrement (35 points)
4.1 Profil Chef de mission, (14 points)
4.2 Profil Expert Socio-environnementaliste, (10 points)
4.3 Profil Expert Juriste, (11 points)
5. Moyens matériels (05 points)

- | |
|--|
| 5.1 Moyens logistiques pour enquêtes de terrain (véhicules, ordinateurs, logiciels de traitement de données, 1 pt par matériel |
| 5.2 Moyens de communication et organisation d'ateliers (salles, matériel de projection), 1 point par matériel |

Seuls les candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à soixante-dix (70) points sur cent (100), seront retenus.

11. ACQUISITION DES DOCUMENTS

L'acquisition des documents relatifs au présent Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt est gratuite.

Les Cabinets pré-qualifiés seront invités individuellement à soumissionner pour la suite des prestations relatives à la réalisation de l'état des lieux et de l'élaboration de la stratégie nationale de cuisson propre pour le Cameroun, financés par les ressources du Budget d'Investissement Public.

Les Bureaux d'Etudes peuvent, aux heures ouvrables, obtenir ou consulter les Termes de Référence de la prestation demandée et les informations complémentaires, dès publication du présent avis au secrétariat de la Direction des Energies Renouvelables et de la Maîtrise de l'Energie, sise à Mvog Ada, annexe 2 du MINEE situé en face du Collège Privé Montesquieu.

12. REMISE DES OFFRES

Chaque offre rédigée, en français ou en anglais en cinq (05) exemplaires dont l'original et quatre (04) copies marquées comme tel, devra parvenir sous pli fermé contre récépissé au plus tard le 25 FEV 2026 à 14 heures précises, heure locale, au Ministère de l'Eau et de l'Energie, B.P. 70 Yaoundé, Direction des Energies Renouvelables et de la Maîtrise de l'Energie, bâtiment annexe 2 du MINEE situé en face du Collège Privé Montesquieu, étage 5, porte 04E05. Passé ce délai, aucune offre ne peut être acceptée, modifiée ou retirée. Chaque offre constituée en une enveloppe unique devra porter la mention suivante :

AVIS DE SOLICITATION À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
N° 0000010 /ASMI/MINEE/SG/DERME/2026 DU 26 JAN 2026
POUR LA PRESELECTION D'UN CONSULTANT EN VUE DE LA REALISATION DE
L'ETAT DES LIEUX ET DE L'ELABORATION D'UNE STRATEGIE NATIONALE DE
CUISSON PROPRE POUR LE CAMEROUN
(A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement) »

13. PUBLICATION DES RESULTATS

A l'issue de la présente sollicitation à manifestation d'intérêt, une liste restreinte de consultants pré-qualifiés sera établie.

Les bureaux d'études ainsi retenus seront consultés dans le cadre de l'Appel d'Offres International Restreint qui leur sera adressé conformément à l'article 12 alinéa 6 du Décret n°2004/275 portant Code des Marchés Publics au Cameroun.

14. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Tout renseignement complémentaire relatif au présent avis peut être obtenu à la Direction des Energies Renouvelables et de la Maîtrise de l'Energie du Ministère de l'Eau et de l'Energie.

26 JAN 2026

LE MINISTRE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE

G. Djounoules
Eboundou Essomba Gaston

Ampliations :

- MINMAP
- ARMP (Pour publication)
- MINEE
- Président CMPM/MINEE
- SOPECAM (Pour publication)
- Affichage
- Chrono
- Archives

